

Nationalrat • Ausserordentliche Session Mai 2020 • Dritte Sitzung • 05.05.20 • 15h30 • 20.007 Conseil national • Session extraordinaire mai 2020 • Troisième séance • 05.05.20 • 15h30 • 20.007

20.007

Voranschlag 2020. Nachtrag I

Budget 2020. Supplément I

Differenzen - Divergences

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.05.20 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL) STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 05.05.20 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL) NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.05.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES) STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 06.05.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES) NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 06.05.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES) STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 06.05.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES) NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 06.05.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

- 1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten
- 1. Budget des unités administratives

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Nous traiterons toutes les divergences en un seul débat.

Dandrès Christian (S, GE): La minorité que je représente propose de confirmer le choix qui a été fait par notre conseil hier et de maintenir un crédit de 100 millions de francs pour le soutien à l'accueil extrafamilial. Le Conseil fédéral, ainsi que le Conseil des Etats et la majorité de la Commission des finances soutiennent le fait que la politique de la petite enfance est une compétence strictement cantonale et que, dès lors, il faudrait limiter le soutien de la Confédération à un tiers du montant qui serait nécessaire pour maintenir le nombre de places en crèche.

AB 2020 N 496 / BO 2020 N 496

C'est une approche que l'on pourrait trouver un peu trop formaliste, on ne peut pas répondre de manière étriquée à un besoin essentiel des familles. Ce soutien est en réalité la contrepartie de la fermeture des crèches qui a été ordonnée par le Conseil fédéral dans le cadre des mesures sanitaires. Cette compensation est absolument indispensable pour pouvoir, en quelque sorte, pallier les conséquences de ces mesures. S'il faut donner une justification à ce soutien, il suffit de se demander ce qui se passera si des crèches sont obligées de fermer en grand nombre. Les conséquences sont évidemment économiques, elles sont évidemment sociales. Parce que, évidemment, pour éviter la catastrophe, il faut que presque deux millions de personnes reprennent le travail, ce qui ne va naturellement pas se faire sans difficultés. La reprise sera possible, pour les parents, uniquement s'ils ont des solutions de garde pour leurs enfants. Dans la mesure où le virus est toujours présent, peu de parents pourront compter sur le soutien de leurs proches, en particulier des grands-parents, si tant est évidemment que cela soit possible. Bon nombre de personnes qui vivent en ville n'ont pas nécessairement la possibilité de faire appel aux grands-parents pour pouvoir s'occuper des enfants. Donc sans places de crèche en nombre suffisant, il y aura un impact très fort sur l'économie, et également sur le fonctionnement des entreprises. Ce sont des conséquences auxquelles le Conseil fédéral a voulu remédier par les mesures qu'il a adoptées et qui sont toujours en vigueur.

Les conséquences vont également être sociales. Parce que faute de crèches ou de ressources pour les financer, ce sera le budget des familles qui va devoir trinquer. Ce sont les familles qui vont devoir compenser ces pertes par des places de crèche qui vont être plus coûteuses ou par la nécessité de réduire le temps de travail pour pouvoir garder les enfants, ce qui induira des pertes de revenu. Or, comme on l'a rappelé hier, il est certain que les femmes et les familles monoparentales seront plus spécifiquement touchées. Or, c'est aussi la volonté du Conseil fédéral, dans le cadre des mesures sanitaires, que de pouvoir maintenir le pouvoir d'achat afin d'éviter que la demande stagne et que la crise économique soit d'autant plus forte. Dès lors, sans faire





Nationalrat • Ausserordentliche Session Mai 2020 • Dritte Sitzung • 05.05.20 • 15h30 • 20.007 Conseil national • Session extraordinaire mai 2020 • Troisième séance • 05.05.20 • 15h30 • 20.007

du jésuitisme, ces quelque 100 millions de francs qui sont sollicités s'inscrivent pleinement dans le cadre du débat sur les mesures économiques qui nous occupent depuis deux jours.

Voilà pour celles et ceux qui ne voudraient pas voir que cet engagement s'impose, tout simplement pour ne pas risquer de voir s'effondrer le résultat, comme on l'a dit hier, de décennies d'efforts en faveur de l'égalité entre femmes et hommes. Mais je n'y reviens pas.

Il est évidemment illusoire de croire que les cantons et les communes vont pouvoir faire face aux effets de la crise. La situation financière de certaines communes et de certains cantons est déjà minée par différentes baisses d'impôts et d'importants transferts de charges que ce Parlement a voulus par le passé.

La troisième réforme de la fiscalité des entreprises va effectivement plomber les finances des cantons qui, comme Genève, vont devoir supporter des coupes de près de 300 à 400 millions de francs; pour le canton de Zurich, on est proche de 500 millions de francs. Et ces communes, dans ces circonstances, vont devoir répondre à une détresse sociale très importante, qu'illustre le retour des soupes populaires. Je ne pense pas qu'il soit besoin d'être grand prophète pour comprendre que les crèches risquent de passer à l'as, car ce ne seront sans doute pas les premières des priorités des communes et des cantons.

Dans ces circonstances, un peu de solidarité fédérale s'impose. Et répondre à ce besoin essentiel des familles est une nécessité absolue pour la minorité que je représente. Je tiens à préciser également que cette somme représente à peine un douzième de celle que le Conseil fédéral a demandée pour le sauvetage de Swiss, dont la fonction sociale n'est pas aussi immédiatement perceptible que celle du maintien des places de crèche.

Guggisberg Lars (V, BE): Es kann nicht sein, dass wir unter dem Titel "Corona" unser föderalistisches Staatssystem über den Haufen werfen. Die bewährte Aufteilung der Staatsaufgaben zwischen Bund, Kantonen und Gemeinden ist eine grosse Stärke unseres Systems, weil sie Raum lässt für massgeschneiderte Lösungen in den verschiedenen Teilen unseres Landes. Die Abgrenzung der Zuständigkeiten ist nicht immer klar. Im Bereich der Finanzierung der familienergänzenden Kinderbetreuung ist sie allerdings glasklar. Hier liegt die Zuständigkeit ohne Wenn und Aber bei den Kantonen und Gemeinden, wie auch der Bundesrat mehrmals betont hat. Die Kantone haben die Empfehlungen des Bundes bezüglich Kitas dementsprechend unterschiedlich umgesetzt, und die Kantone und Gemeinden kommen ihren Verpflichtungen nach. In der laufenden Krise haben sie bereits Zigmillionen Franken gesprochen, um Kitas zu unterstützen. Trotzdem leistet der Bund seit bald zwanzig Jahren Anschubfinanzierungen für die Kinderbetreuung. Trotzdem stehen Kitas die Corona-Instrumente des Bundes zur Abfederung der wirtschaftlichen Nachteile zur Verfügung: Kurzarbeit und Liquiditätssicherung mittels verbürgter Kredite. Im Weiteren werden Eltern, die ihre Kinder zuhause betreuen, Erwerbsersatzentschädigungen ausbezahlt. Eine noch weiter gehende Beteiligung des Bundes erachten wir nicht als sachgerecht.

Ich danke Ihnen, wenn Sie meinen Minderheitsantrag II auf Streichung des Kredites, der sich mit dem Antrag des Bundesrates deckt, unterstützen.

Keller Peter (V, NW): Bei dieser Minderheit geht es um einen Beitrag an den Tourismus. Es ist, wenn ich es so sagen darf, eine Art Überraschungsangriff aus dem Ständerat, der diese 67 Millionen Franken für den Tourismus möchte. "Überraschungsangriff" deshalb, weil wir uns nicht wirklich und eingehend mit diesem Antrag befassen konnten, aber ich glaube, dass wir hier die Minderheit trotzdem gut begründen können.

Es ist klar, dass der Tourismus die Branche ist, die wahrscheinlich am heftigsten von diesen Massnahmen und dieser ganzen Corona-Pandemie getroffen wurde. Ich möchte aber betonen, dass es bei diesen 67 Millionen Franken nicht etwa darum geht, notleidende Hotelbetriebe oder andere Tourismusanbieter zu unterstützen. Diese 67 Millionen Franken, ich rede immer noch vom Antrag des Ständerates, sollen allein der Tourismusförderung von Schweiz Tourismus zugutekommen. Dieser Betrag wird folgendermassen zusammengesetzt: 27 Millionen Franken wären Beiträge von Partnern und Mitgliedern von Schweiz Tourismus, und diese 27 Millionen Franken, wir reden da von Beiträgen vom nächsten Jahr, soll nun der Bund bezahlen. Das ist die eine Seite des Antrages. Dann wären noch 40 Millionen Franken, die dafür verwendet werden sollen, um das Budget von Schweiz Tourismus entsprechend aufzustocken.

Nun haben wir das in der Finanzkommission des Nationalrates beraten und haben den Betrag von 27 Millionen Franken herausgestrichen. Die Mehrheit unserer Kommission hat also den Sinn darin nicht gesehen, dass der Bund jetzt plötzlich Beiträge von Tourismusregionen, touristischen Unternehmen oder Wirtschaftspartnern, zu denen auch Banken und Unternehmen wie Red Bull oder Lindt und Sprüngli gehören, übernimmt. Das Notrecht ist nicht dafür geschaffen worden, dass wir Jahresbeiträge übernehmen.

Was ist mit den übrigen 40 Millionen Franken? Auch hier findet unsere Minderheit, dass das nicht unter dem Titel des Notrechts abgehandelt werden kann. Die Finanzierung von Schweiz Tourismus ist nicht gefährdet,





Nationalrat • Ausserordentliche Session Mai 2020 • Dritte Sitzung • 05.05.20 • 15h30 • 20.007 Conseil national • Session extraordinaire mai 2020 • Troisième séance • 05.05.20 • 15h30 • 20.007

diese Organisation, die ja vom Bund wesentlich mitfinanziert wird, ist nicht gefährdet. Allein der Bund zahlt in diesem Jahr 57 Millionen Franken als Beitrag an Schweiz Tourismus.

Jetzt stellt sich natürlich die Frage, wie es mit dem Tourismus weitergeht. Wir können diese Begehrlichkeiten schon verstehen, dass der Beitrag für Kampagnen in den nächsten Jahren aufgestockt werden sollte. Aber müssen wir dies hier ad hoc beschliessen? Wir haben immer noch einen ordentlichen Budgetprozess, und so Gott und Alain Berset wollen, werden wir im Herbst auch ein ordentliches Budget beraten und beschliessen können. Dann ist es die richtige Zeit, zu begründen, ob es einen Zusatzbeitrag für Schweiz Tourismus braucht und allenfalls wie hoch er sein sollte. Dann wissen wir auch mehr darüber, wie es mit dem Tourismus weitergeht.

AB 2020 N 497 / BO 2020 N 497

Jetzt können sie in China eine 500-Millionen-Kampagne machen, aber das nützt gar nichts, weil die Chinesen gar nicht hierher reisen dürfen, um nur ein plakatives Beispiel zu bringen.

Also nochmals: Es ist eine Ad-hoc-Übung, es geht hier nicht um Notrecht, es geht nicht darum, dass Schweiz Tourismus als solche gefährdet wäre. Und es geht nicht an, dass wir in dieser ausserordentlichen Session einen Budgetprozess vorwegnehmen, für den wir allemal Zeit haben werden im Herbst, und dann können wir wohl begründet entscheiden, ob es für Schweiz Tourismus mehr Geld braucht.

Entsprechend bitte ich Sie, unserer Minderheit zu folgen.

Friedl Claudia (S, SG): Die Covid-Krise hinterlässt beim Gewerbe ihre Spuren; wir haben heute Morgen davon gesprochen. Es geht jetzt um die Mieten für Restaurants und Gewerbebetriebe. Diese Mieten sind an vielen Orten zur grossen Belastung geworden, und es ist nicht nur dem Nationalrat ein Anliegen, hier etwas zu machen, sondern auch dem Ständerat. Die beiden WAK haben je ein Konzept vorgelegt, das wir heute Morgen diskutiert haben. Der Nationalrat hat dem Konzept der WAK-N zugestimmt; das Konzept der WAK-S hat uns nicht so überzeugt, darauf sind wir nicht eingetreten.

Der Ständerat hat in seinem Konzept aber vorgesehen, dass ein Drittel der Mieten vom Bund übernommen werden könnte, und hat dafür 50 Millionen Franken in den Voranschlag eingestellt. Nun ist natürlich die Frage, ob wir diese 50 Millionen streichen wollen. Ich stelle hier den Minderheitsantrag, dass man das nicht tut, sondern dass man den Betrag auf 20 Millionen Franken kürzt. Auch bei unserer Variante, der wir heute Morgen zugestimmt haben, diesem Konzept, dass die Gewerbetreibenden und die Restaurants 30 Prozent der Mieten übernehmen und die Vermieter 70 Prozent, braucht es einen Härtefallfonds, und dort hinein sollen diese 20 Millionen Franken gehen. Es ist also ein klares Konzept, das wir hier haben, nämlich das Konzept, das wir heute Morgen von der WAK-N übernommen haben.

Ich bitte Sie: Stimmen Sie diesem Minderheitsantrag zu, und verhelfen Sie diesem Konzept so zu noch mehr Statur.

Brélaz Daniel (G, VD): J'interviens pour essayer, en deuxième débat, de retourner le vote très serré que nous avons eu en premier débat sur la proposition de la minorité Guggisberg à la position 803.V0338.00.

De quoi s'agit-il? Il s'agit d'une manoeuvre extrêmement intéressante déclenchée par le groupe des agences de voyage, qui a contacté avec succès notre collègue qui a défendu sa position.

Nous sommes dans une incohérence majeure! Suivant cette version, d'ici septembre, les compagnies aériennes aidées – Swiss et Edelweiss – devraient rembourser aux agences de voyage – pas aux citoyens! – les montants de tous les billets qui ont été émis. Les agences de voyage étrangères ne sont évidemment pas concernées. Le voyageur suisse qui a eu le malheur de passer par une de ces agences ne peut rien faire, et, sommet de l'incohérence, comme de nombreux citoyens décident de réserver leur billet directement auprès de la compagnie aérienne, ceux-ci ne sont pas concernés!

Donc si on maintient cette version, les citoyens qui ont réservé auprès de la compagnie aérienne ne peuvent rien faire, celle-ci ne leur doit rien – elle peut leur offrir des bons ou des choses de ce genre. Mais si la réservation s'est faite auprès d'une agence de voyage, cette dernière peut réclamer les montants, mais on ne sait pas encore si elle les remboursera aux citoyens qui avaient fait la réservation ou si elle trouvera d'autres modalités. Cela est très particulier.

Alors nous avons dans le cas présent une minorité et une majorité composites. Une partie de la majorité est composée de gens qui se disent que, finalement, c'est la mesure la plus efficace pour nuire aux compagnies aériennes, quelles que soient les incohérences de la solution – cela se chiffre quand même en centaines de millions de francs!

Le groupe UDC, qui a l'air de faire bloc derrière son membre M. Guggisberg et de voter comme un seul homme,





Nationalrat • Ausserordentliche Session Mai 2020 • Dritte Sitzung • 05.05.20 • 15h30 • 20.007 Conseil national • Session extraordinaire mai 2020 • Troisième séance • 05.05.20 • 15h30 • 20.007

ou presque, pratique l'incohérence majeure: il avait demandé de repousser absolument toute proposition d'accompagnement, même extrêmement mineure et modérée, de nos décisions.

Et là, il soutient en bloc, parce qu'elle vient d'un des siens, la proposition la plus nuisible à l'arrêté qu'il prétend défendre sans aucune retouche. Au sommet de toutes les incohérences des uns et des autres, je vous demande d'analyser sereinement la proposition de l'ancienne minorité Guggisberg pour ce qu'elle est: une proposition très inéquitable qui privilégie les uns et qui pénalise les autres.

Pour des raisons de logique formelle et de cohérence, je vous encourage, avec une minorité très composite d'un point de vue partisan, à refuser cette proposition et, donc, à soutenir ma minorité.

Schwander Pirmin (V, SZ): Ich bitte Sie hier, der Minderheit zu folgen. Warum? Ich habe das bereits gestern gesagt: Wir wehren uns gegen Bedingungen, wenn wir Kredite sprechen, auch in der Luftfahrt. Die Kredite sollen subsidiär gewährt werden, sie sollen gewährt werden, um Arbeitsplätze zu sichern, um die Sicherung der internationalen Anbindung zu gewährleisten. Wir müssen, und das betone ich nochmals, wir müssen uns zuerst einmal die Folgen dieses Notstands, in dem wir stehen, vor Augen führen: bezüglich Arbeitslosigkeit, bezüglich Arbeitsplätzen, bezüglich Steuereinnahmen, bezüglich Arbeitslosenversicherung, bezüglich EO, bezüglich AHV und so weiter.

Wir tun so, wie wenn wir in dieser vom Bundesrat ausgerufenen Notlage alles tun könnten, was wir wollten. Dabei müssen wir jedes Mal die Frage stellen, welche finanziellen Massnahmen unter dem sogenannten Notrecht möglich sind und welche nicht. Die finanzrechtlichen Kompetenzen in der Notlage sind weder in der Verfassung noch im Epidemiengesetz genau geregelt. Nach Belieben Notrecht zu bejahen oder zu verneinen und dann fragwürdige Kredite und Zuschüsse zu sprechen, entspricht nicht dem konstitutionellen Notstandsrecht. Ich bitte daher Herrn Bundesrat Maurer, uns nochmals klar aufzuzeigen und darzulegen, welche finanziellen Kompetenzen der Bundesrat und welche die Bundesversammlung in dieser Notsituation eigentlich hat und welche nicht.

Guggisberg Lars (V, BE): Ich konzentriere mich bei meinem Votum auf die Bedingung im Zusammenhang mit dem Kredit an die Luftfahrt, wonach die Airlines den Reisebüros das Geld bis Ende September in bar zurückzuzahlen haben. Ich bin nämlich aufgefordert worden, hier meine Interessenbindung bekannt zu geben. Eine solche Interessenbindung besteht allerdings nicht. Ich habe weder ein Reisebüro, noch habe ich Anteile davon, noch habe ich aktuell eine Flugreise über ein Reisebüro gebucht.

Ein Interesse besteht aber selbstverständlich. Dieses Interesse deckt sich auch mit Ihren Interessen, Kolleginnen und Kollegen, davon bin ich überzeugt. Es ist das Interesse, Konkurse zu verhindern, das Interesse, Arbeitslose zu verhindern, so wie wir es mit all diesen Massnahmen machen, die wir jetzt in dieser Monsterdebatte schon lange diskutieren. Auch in der Reisebranche sollen Arbeitslose und Konkurse verhindert werden. Es ist notabene eine Branche, die über 300 Lernende beschäftigt, und die Beschäftigten sind zu 83 Prozent Frauen; dies als Zusatzinformation.

Lassen Sie mich als Präzisierung noch kurz einmal auf das Vorgehen der Swiss zurückkommen. Die Swiss hat ihren Kunden, inklusive den Reisebüros, angeboten, Umbuchungen zu machen, sobald das wieder möglich ist, Gutscheine auszustellen oder bis April 2021 das Geld zurückzuzahlen. Unter den gegebenen Umständen sind diese Vorschläge nachvollziehbar und vernünftig. Sie bringen den Reisebüros allerdings nichts, weil die Reisebüros ab 1. Oktober von Kunden, die Anspruch haben, ihr Geld in bar zurückzuerhalten, wieder betrieben werden können. Sie sind gemäss dem Bundesgesetz über Pauschalreisen einem gesetzlichen Zwang unterworfen, Rückzahlungen zu machen. Damit ist auch gesagt, dass Reisebüros gemeint sind, die dem Bundesgesetz über Pauschalreisen unterstehen, also Schweizer Reisebüros.

AB 2020 N 498 / BO 2020 N 498

Lassen Sie uns zwei Fliegen auf einen Streich schlagen und mit dieser moderaten Bedingung nicht nur Airlines unterstützen, sondern eben auch Reisebüros. Bundesrat Ueli Maurer hat auch gesagt, dass diese Bedingung den Deal insgesamt nicht gefährde. Das hat er mindestens sinngemäss gesagt. Er hat gesagt, dass diese Rückzahlung machbar ist. Es ist nötig, dass wir die Bedingung hier gutheissen, und zwar, weil sie den Reisebüros Planungssicherheit gibt. Diese Planungssicherheit brauchen die Reisebüros. Dieser Betrag der Rückzahlung ist auch in die Liquiditätsberechnung des Bundesrates einberechnet, wie auch durch Bundesrat Ueli Maurer erwähnt.

Lassen Sie uns Konkurse und Arbeitslose auch in der Reisebranche verhindern, und stimmen Sie diesem Antrag zu. Besten Dank für die Unterstützung.

Schneider Schüttel Ursula (S, FR): Wenn ich in dieser kurzen Zeit, die wir zur Verfügung hatten, um die

28.06.2020





Nationalrat • Ausserordentliche Session Mai 2020 • Dritte Sitzung • 05.05.20 • 15h30 • 20.007 Conseil national • Session extraordinaire mai 2020 • Troisième séance • 05.05.20 • 15h30 • 20.007

Nachträge nochmals zu diskutieren, richtig gezählt habe, dann haben wir noch fünf Differenzen zum Ständerat offen. Eine davon ist mir besonders wichtig, nämlich die erste Minderheit zur Kinderbetreuung. Wir hatten dort mit einem ersten Beschluss 100 Millionen Franken gesprochen, der Ständerat möchte jedoch nur 65 Millionen sprechen.

Die Kinderkrippen haben mit der ausserfamiliären Kinderbetreuung auch in diesen schwierigen Zeiten eine grosse Aufgabe übernommen, sie sind jetzt aber mehr und mehr in finanziellen Schwierigkeiten. Der Aufbau dieser ausserfamiliären Kinderbetreuung hat sehr viel Kräfte benötigt, er hat auch sehr viele Finanzen benötigt, und dazu hat auch der Bund beigetragen. Wir sollten diese Kinderbetreuung jetzt nicht gefährden. Es gibt einige Krippen, die vor dem Konkurs stehen. Es gibt Krippen, die finanzielle Schwierigkeiten haben. Wenn ich mich an die Zeit erinnere, als meine Kinder die Krippe besuchten, dann waren die Krippen Vereine, die zum Teil nur geringe Löhne zahlen konnten, um mit ihrem Budget überhaupt fahren zu können. Ich glaube, wir sollten hier vonseiten des Bundes wirklich diese Unterstützung von 100 Millionen Franken sprechen. Damit unterstützt die SP-Fraktion also die entsprechende Minderheit I (Dandrès).

Zur zweiten Differenz, die noch offen ist: Dort geht es um die Förderung des Tourismus. Für einmal kann ich mich den Worten von Peter Keller anschliessen, dass wir die 27 Millionen Franken, die eigentlich die grossen Beitragszahler an Schweiz Tourismus entlasten, nicht sprechen müssen. Aber die SP-Fraktion wird die 40 Millionen zur Förderung des nachhaltigen Tourismus unterstützen. Unter nachhaltigem Tourismus verstehen wir einen Tourismus, der nicht nur die ökonomische, sondern auch die ökologische und die gesellschaftliche Seite berücksichtigt.

Bei den Geschäftsmieten wird die SP-Fraktion die Minderheit Friedl Claudia unterstützen. Anschliessend an die Motion, die wir heute Morgen behandelt haben, ist das die konsequente Haltung.

Bei den Reisebüros werden wir gemischt abstimmen; da sind wir nicht einer Meinung, es wird verschiedene Haltungen geben. Diese Bestimmung war ja auch in der Finanzkommission stark umstritten.

Bei der fünften Differenz zum Ständerat geht es noch um die Garantien und die Unterstützung für die Luftfahrt, wo wir in den Rahmenbedingungen eine Bestimmung hatten. Ursprünglich hat sich die SP-Fraktion dort für Umschulungspläne eingesetzt. Wir schliessen uns dort der Mehrheit, also gemäss Ständerat, an. In den Rahmenbedingungen soll die Bedingung geschrieben stehen, dass mit den Sozialpartnern sozial verträgliche Lösungen gesucht werden.

Siegenthaler Heinz (M-CEB, BE): Ich brauche nur zwei Minuten, die restlichen drei wird Kollege Gschwind sprechen.

Zum Tourismus: Aufgrund der widersprüchlichen Informationen und der Unmöglichkeit, in so kurzer Zeit Klarheit zu schaffen, erklärt die Mitte-Fraktion hier Stimmfreigabe.

Zu den Geschäftsmieten: Dem Beschluss des Ständerates liegt ein Konzept zugrunde, das uns zu unklar ist. Es sind zu viele Details in diesem Antrag enthalten. Es hat auch Zahlen drin, und Zahlen sind immer willkürlich. Wenn man Zahlen in ein Gesetz schreiben will, dann muss man Zeit haben, um dieses Gesetz zu debattieren und zu erklären. Diese Zeit fehlt hier völlig. Aber wir können ja nur Geld ausgeben, wenn wir auch eine Gesetzesgrundlage dafür haben.

Darum ist die Mitte-Fraktion der Meinung, dass man darauf verzichten sollte; dies auch, weil es schon Einigungen zwischen Vermietern und Mieterinnen gegeben hat. Wenn wir jetzt eingreifen, wären diejenigen, die sich schon geeinigt haben, die Dummen. Schliesslich sind die Parteien wahrscheinlich auch nicht bereit, sich zu einigen, wenn wir jetzt schon mit dem Geldbeutel winken.

Gschwind Jean-Paul (M-CEB, JU): Ce matin, le Conseil des Etats a décidé, par 25 voix contre 15 et, je crois, 1 abstention, d'accorder un crédit "Covid: Accueil pour enfants" de 65 millions de francs pour l'accueil extrafamilial de la petite enfance et a, de ce fait, créé une divergence avec notre conseil qui avait accepté hier un crédit de 100 millions de francs, par 130 voix contre 60 et 6 abstentions.

Pourquoi 65 millions? Sur la base d'un questionnaire aux institutions concernées, les pertes des crèches, conséquences indirectes du coronavirus, sont estimées à 200 millions de francs. Le crédit "Covid: Accueil pour enfants" de 65 millions approuvé par le Conseil des Etats se base sur une répartition de la prise en charge d'un tiers par la Confédération et de deux tiers par les cantons et les communes, alors que, dans le cadre de la décision que nous avons prise hier, on tenait compte d'une répartition de 50 pour cent par chacun des deux groupes.

Considérant le fait que la contribution de la Confédération est subsidiaire et que le Conseil des Etats montre une assez forte opposition à tout crédit – ce qu'il faut, à mon avis, prendre en considération –, dans un souci de compromis, le groupe du centre se ralliera, dans sa grande majorité, à la décision du Conseil des Etats,



Nationalrat • Ausserordentliche Session Mai 2020 • Dritte Sitzung • 05.05.20 • 15h30 • 20.007 Conseil national • Session extraordinaire mai 2020 • Troisième séance • 05.05.20 • 15h30 • 20.007

soit à l'attribution d'un crédit "Covid: Accueil pour enfants" de 65 millions de francs pour l'accueil de la petite enfance, suivant en cela la majorité de notre commission.

Je vais donner en quelques mots la position du groupe du centre concernant les deux divergences qui subsistent à l'annexe de l'arrêté fédéral lb.

La première divergence concerne la proposition qui vise à ce que le Conseil fédéral garantisse que les compagnies aériennes Swiss et Edelweiss s'engagent par écrit à rembourser aux agences de voyage, et ce jusqu'au 20 septembre de cette année, les vols qui leur ont été payés et qui ont été annulés en raison du coronavirus. Sans vouloir reprendre l'argumentaire qui a été développé hier, je tiens à dire que le groupe du centre, dans sa grande majorité, acceptera la proposition de la minorité Brélaz, telle qu'elle a été développée tout à l'heure avec brio, qui vise à biffer cette disposition. Il suit aussi en cela le Conseil des Etats.

Quant à la deuxième divergence, le groupe du centre acceptera la proposition de la majorité de la commission, et ainsi la décision du Conseil des Etats, qui vise à ce que le soutien financier à l'aviation soit accordé à condition que les entreprises soient tenues de collaborer avec les partenaires sociaux dans des conditions bien définies.

Wettstein Felix (G, SO): Ich gehe gleich auf die Differenzen ein, die jetzt noch zwischen dem Ständerat und unserer nationalrätlichen Kommission bestehen.

Als Erstes haben wir den Kredit für Kinderbetreuung. Wir Grünen sind nach wie vor überzeugt, dass es dringend und wichtig ist, dass sich der Bund hier auch engagiert. Es ist auch im Bundesinteresse, dass die Strukturen der familienergänzenden Betreuung jetzt nicht in sich zusammenfallen, sonst würden auch Anstrengungen des Bundes, die er mit seiner Anschubfinanzierung unternommen hat, verpuffen.

Wir bitten Sie, beim gestrigen Entscheid unseres Rates zu bleiben und den Kredit im Sinne der Minderheit I (Dandrès) mit 100 Millionen Franken zu dotieren. Warum? Der Gesamtbedarf liegt, wie wir gehört haben, bei etwa 200 Millionen Franken. Es ist sicher gut, wenn die Kantone die Hälfte davon tragen, aber das ist nicht schon gesichert, wir können

AB 2020 N 499 / BO 2020 N 499

die Kantone ja nicht dazu verpflichten. Die meisten Kantone haben zwar in der Zwischenzeit zu diesem Thema ein Programm eingerichtet, allerdings mit sehr unterschiedlichen Modalitäten. Es gibt Kantone, in denen alle Eltern einzeln einen Antrag stellen müssen. Stellen Sie sich das praktisch vor! Das Risiko ist gross, dass das gesamte Engagement der öffentlichen Hand deutlich hinter dem Bedarf zurückbleibt. Darum darf der Bund seinen Anteil jetzt nicht schmälern.

Zum Beitrag an den Tourismus: Wir Grünen tragen den Mehrheitsentscheid der Kommission und damit auch die Differenz zum Ständerat mit. Wie gesagt wurde, wurde mit den ursprünglich geplanten 27 Millionen Franken nicht ein Ansatz verfolgt, der den jetzt Geschädigten zugutegekommen wäre. Es bleibt aber der berechtigte Antrag auf die 40 Millionen Franken für ein Förderprogramm zur Promotion des inländischen Tourismus. Wir unterstützen diesen Kredit von 40 Millionen Franken ganz besonders darum, weil gemäss dem heutigen Entscheid unserer Kommission dieses mehrjährige Förderprogramm auf qualitative Ziele ausgerichtet sein wird. Es soll nachhaltigen Tourismus fördern. Nachhaltigkeit ist im Sinne aller drei Kapitalstöcke zu verstehen: ökologisch, sozial gerecht und wirtschaftlich sorgsam. Das ist genau das, was es für eine zeitgemässe Weiterentwicklung des einheimischen Tourismus braucht.

Die dritte Differenz betrifft die Geschäftsmieten. Hier haben wir heute Vormittag die Weichen gestellt, welches Modell zu bevorzugen ist. Das Verdikt war klar: Die Motion der WAK unseres Rates erhielt eine deutliche Mehrheit, während die Motion des Ständerates zur selben Thematik abgelehnt wurde. Entsprechend ist für uns als grüne Fraktion klar, dass der Betrag, den wir jetzt als Voranschlagskredit einstellen sollen, bei 20 Millionen Franken liegt. Diesen Betrag braucht es, um den Härtefallfonds einzurichten.

Wir empfehlen Ihnen, der Mehrheit der Kommission zu folgen, denn insgesamt ist ja kaum bestritten, dass es zum Thema Geschäftsmieten eine koordinierte Antwort braucht. Die nationalrätliche Version geht zudem von einem Anreizsystem aus und lässt jene, die bereits eine einvernehmliche Lösung gefunden haben, nicht ins Leere laufen.

Die vierte Differenz geht auf den Antrag Guggisberg zurück. Die Frage heisst hier ja: Sollen die Reisebüros unter all jenen, die Forderungen gegenüber den Fluggesellschaften haben, eine Vorzugsbehandlung geniessen, sobald eine Fluggesellschaft wieder zu etwas Liquidität kommt? Wir von der grünen Fraktion haben den gestrigen Antrag Guggisberg abgelehnt und urteilen mehrheitlich auch heute so. Wir unterstützen darum den Minderheitsantrag Brélaz, den Kollege Brélaz selber ausgeführt hat. Ein Teil unserer Fraktion wird jedoch zustimmen, und zwar mit einem ökologischen Argument. "Wie das?", werden Sie jetzt vielleicht fragen. Wenn





Nationalrat • Ausserordentliche Session Mai 2020 • Dritte Sitzung • 05.05.20 • 15h30 • 20.007 Conseil national • Session extraordinaire mai 2020 • Troisième séance • 05.05.20 • 15h30 • 20.007

die Fluggesellschaften eine nicht angetretene Reise zurückvergüten, tun sie dies mit Gutscheinen. Wenn das Reisebüro jedoch die bereits getätigte Bezahlung zurückvergütet, geschieht dies mit einem Finanzbetrag. Gutscheine würden wieder "verflogen", Cash wird jedoch vielleicht in nachhaltigeres Reisen oder in etwas Klügeres investiert.

Auf Seite C4 der Fahne bleibt der Bundesbeschluss zur Differenz, die wir noch mit dem Ständerat hatten, betreffend eine sozial verträgliche Lösung im Falle von unvermeidlichem Personalabbau. Eine solche Lösung streben wir unbedingt an, und es ist gut, dass die sprachliche Bereinigung gelungen ist.

Wir beantragen zusammen mit der grossen Mehrheit der Finanzkommission des Nationalrates, dem neuen Antrag mit dem ständerätlichen Wortlaut zuzustimmen.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Le groupe vert'libéral soutient la proposition de la minorité I (Dandrès) à la position 318.A290.0115 (Covid: Accueil pour enfants), la proposition de la majorité à la position 704.A290.0116 (Covid: Contribution au secteur du tourisme) et à la position 725.A290.0119 (Covid: Loyers commerciaux). Dans l'annexe de l'arrêté fédéral 1b, le groupe vert'libéral soutient la proposition de la minorité Brélaz à la position 803.V0338.00 (Covid: Garanties pour les entreprises de transport aérien) et la proposition de la majorité aux positions 803.A290.0114 (Covid: Soutien des entreprises connexes), 803.V0338.00 (Covid: Garanties pour les entreprises de transport aérien) et 803.V0339.00 (Covid: Soutien des entreprises connexes).

Bourgeois Jacques (RL, FR): Dans le cadre de ce premier round de divergences avec le Conseil des Etats, donc du deuxième débat au sein de notre conseil sur le supplément I au budget 2020, le groupe libéral-radical va, premièrement, appuyer la position du Conseil des Etats concernant le soutien aux crèches, à l'accueil extrafamilial, avec un montant de 65 millions de francs. Partant d'une estimation des besoins d'environ 200 millions de francs, comme cela a été évoqué tout à l'heure, 65 millions représentent à peu près un tiers qui serait à la charge de la Confédération, les deux autres tiers restant à la charge des cantons. N'oublions pas que le soutien aux crèches, à l'accueil extrafamilial, est principalement du ressort des cantons et des communes. Mais au vu de l'importance que jouent les crèches, l'accueil extrafamilial, pour soutenir les familles dans le cadre de la reprise de notre économie, nous estimons juste que la Confédération soutienne, à titre subsidiaire, ces structures.

Deuxièmement, concernant le soutien à Suisse Tourisme à hauteur de 67 millions de francs, nous avons été informés tout à l'heure par M. le conseiller fédéral Ueli Maurer que sur cette somme, 27 millions sont destinés à l'allégement des contributions des membres de Suisse Tourisme comme UBS ou Red Bull, pour ne citer que ces exemples, ce que nous ne pouvons pas accepter. Nous soutenons par conséquent la nouvelle proposition qui est d'allouer 40 millions pour la période 2020–2022 au soutien à la promotion du tourisme durable, puisque le tourisme est directement impacté par la crise sans précédent que nous traversons. D'autre part, ceci aurait également un impact indirect pour le secteur de la restauration, si des touristes reviennent dans notre pays. Troisièmement, au sujet des loyers commerciaux, le Conseil des Etats veut allouer 50 millions de francs pour aider celles et ceux qui ont des charges de loyer de plus de 5000 francs par mois. Nous vous invitons à refuser cette proposition. D'une part, elle crée avec cet effet de seuil une inégalité de traitement. De plus, ce matinmême, le conseiller fédéral et vice-président du Conseil fédéral Guy Parmelin a relevé que plus de 80 pour cent des loyers seraient inférieurs à cette limite. D'autre part, on doit tenir compte du fait que certains cantons ont déjà apporté des soutiens en la matière, et c'est avant tout aux locataires et aux bailleurs de trouver des compromis.

Quatrièmement, en ce qui concerne les conditions-cadres relatives au remboursement des billets d'avion aux agences de voyage, cela a été dit tout à l'heure par le porte-parole de la minorité, on créerait ici une inégalité de traitement entre les agences de voyage en Suisse et celles à l'étranger, mais surtout par rapport à ceux qui commandent directement leurs billets d'avion par Internet, qui ne seraient pas concernés par cette mesure. C'est la raison pour laquelle nous vous invitons à suivre la minorité de la commission.

Dernier élément: en ce qui concerne les conditions sociales, nous nous sommes ralliés à la décision du Conseil des Etats qui fait référence aux partenaires sociaux. Nous soutiendrons donc cette décision, contrairement à la proposition initiale que nous avions formulée lors du précédent débat.

Maurer Ueli, Bundesrat: Zu den Differenzen, die jetzt noch bestehen: Darf ich Sie vielleicht eingangs daran erinnern, dass wir aufgrund von Notrecht legiferieren? Herr Schwander hat diese Frage gestellt; Sie finden die Grundlage dazu in Artikel 185 der Bundesverfassung: Wir sind berechtigt, aufgrund von Notrecht zu legiferieren, wenn eine schwere Störung der öffentlichen Ordnung eingetreten oder zu befürchten ist oder wenn die innere oder äussere Sicherheit der Schweiz gefährdet ist.



Nationalrat • Ausserordentliche Session Mai 2020 • Dritte Sitzung • 05.05.20 • 15h30 • 20.007 Conseil national • Session extraordinaire mai 2020 • Troisième séance • 05.05.20 • 15h30 • 20.007

Die öffentliche Ordnung ist nicht gefährdet, wenn die Kantone und nicht der Bund die Kinderbetreuung bezahlen. Sie ist nicht gefährdet, wenn wir heute keinen Betrag für den Tourismus für die nächsten vier Jahre beschliessen. Sie ist nicht gefährdet, wenn wir im Wohnungswesen nichts beschliessen.

AB 2020 N 500 / BO 2020 N 500

Diese Verfassung – es ist übrigens die gleiche, auf die wir jeweils unseren Eid oder unser Gelübde leisten – gibt einen ganz engen Spielraum vor, weil in unserem Land die demokratischen Regeln gelten und die Leute einbezogen werden müssen. Eine Notverordnung gilt auch immer nur sechs Monate, dann muss sie in ein Gesetz überführt werden, damit die Demokratie gewährleistet ist. Aus dieser Optik, aufgrund der Grundlage, die uns zur Verfügung steht, müsste bei allen diesen drei Krediten hinten eine Null stehen, weil wir keine Berechtigung haben, diese Entscheide aufgrund von Notrecht zu fällen.

Nun liegen die Kompromisse vor, die Ihre Kommission Ihnen beantragt: 65 statt 100 Millionen Franken bei der Kinderbetreuung wären ein Drittel statt die Hälfte des geschätzten Aufwands. Auch das ist im Grunde genommen immer noch falsch, denn es ist ganz klar, wer für die Kinderbetreuung zuständig ist, und das sind nun einmal die Kantone und nicht der Bund. Aber wenn schon, wenn Sie nicht auf null gehen, wäre es das kleinere Übel, wenn Sie hier der Mehrheit folgen. Dann hätten wir den Kompromiss mit dem Ständerat.

Beim Tourismus gilt das Gleiche: Es gibt keine Grundlage, um das zu beschliessen, und dann noch für vier Jahre. Da hätten Sie längstens Zeit, das im ordentlichen Verfahren zu machen. Deshalb würde ich Ihnen auch hier empfehlen, keinen Kredit zu sprechen. Der Kompromiss und das kleinste Übel ist wiederum der Antrag der Mehrheit Ihrer Kommission, den Kredit auf 40 Millionen Franken zu kürzen. Aber streng genommen fehlt Ihnen die Rechtsgrundlage auch dazu.

Bei den Geschäftsmieten schlägt Ihnen die Kommissionsmehrheit die Streichung vor. Da würde ich Ihnen empfehlen, der Kommissionsmehrheit zu folgen, weil hier nicht einmal eine Rechtsgrundlage ausserhalb der Bundesverfassung besteht, um das zu beschliessen.

Kommen wir zum Anhang. Dort präzisiert die Kommissionsmehrheit, wie die Mittel für die Fördermassnahmen für den Tourismus eingesetzt werden sollen. Wenn Sie vorne diesen 40 Millionen Franken zustimmen, bitte ich Sie, auch hier zuzustimmen und somit den Antrag der Minderheit Keller Peter abzulehnen. Eleganter wäre es aber, wenn Sie es ganz ablehnen würden.

Zum Antrag der Minderheit Brélaz: Hier geht es um die Sicherstellung der Kundenvorauszahlungen für Flüge. Das müsste unserer Meinung nach nicht zwingend hier geregelt werden. Wenn man aber bedenkt, dass Tausende von Leuten eine Reise gebucht haben, die sie nicht antreten können, wäre es wahrscheinlich transparent, wir würden dieses Versprechen abgeben und sagen, dass wir dazu schauen, dass das bezahlte Geld wieder zurückerstattet wird, wenn die Leistung nicht erbracht werden kann. Man kann es auch ohne dies machen. Doch es ist klar, dass etwas mehr Sicherheit für Leute bestünde, die jetzt in dieser Unsicherheit leben. Dann zur Verpflichtung, sozial verträgliche Lösungen zu suchen: Es handelt sich hier um einen Antrag, der etwas anspricht, was für ein Unternehmen, das restrukturiert, eigentlich selbstverständlich ist. Aus meiner Sicht müsste man das nicht hineinschreiben, weil es zu unseren Gepflogenheiten gehört. Es schadet aber auch nicht, wenn man es hineinschreibt; man würde dann nach dem Motto "Nützt's nüüt, so schadt's nüüt"

Das wären meine Bemerkungen zu diesen Minderheitsanträgen. Denken wir doch daran: Die Bundesverfassung gibt uns einen ganz engen Spielraum, was wir im Rahmen von Notrecht aufgrund von Artikel 185 regeln können und regeln dürfen. Wenn Sie diese Kredite beschliessen, machen wir mehr, als diese verfassungsmässigen Grundlagen nur zu ritzen.

Cottier Damien (RL, NE): Monsieur le conseiller fédéral, tout à l'heure, vous avez dit à la Commission des finances que ces 27 millions de francs pour le tourisme étaient destinés, comme l'a évoqué M. Bourgeois, à alléger la contribution des entreprises qui financent Suisse Tourisme, des grandes entreprises en particulier. Sur cette base, la majorité de la Commission des finances a estimé que cela n'était pas souhaitable et elle a biffé cette partie.

Mais, en discutant avec des membres du Conseil des Etats et avec d'autres sources, j'ai appris qu'en réalité ces 27 millions seraient destinés à aider les régions et les partenaires locaux de Suisse Tourisme, qui n'ont actuellement pas les moyens de commander des campagnes pour l'année prochaine.

Pouvez-vous clarifier cette question et nous dire à quoi sont destinés ces 27 millions de francs que le Conseil des Etats a accordés, mais que notre Commission des finances a proposé de biffer?

Maurer Ueli, Bundesrat: Dieser Kredit von 67 Millionen Franken, den der Ständerat in die Fahne aufgenommen

28.06.2020





Nationalrat • Ausserordentliche Session Mai 2020 • Dritte Sitzung • 05.05.20 • 15h30 • 20.007 Conseil national • Session extraordinaire mai 2020 • Troisième séance • 05.05.20 • 15h30 • 20.007

hat, umfasst 27 Millionen Franken, mit denen man andere Zahler entlasten will. Der Bund soll an die Stelle dieser Zahler treten. Begründet hat der Ständerat das damit, dass hierunter auch Tourismusunternehmen seien, die keine Einnahmen hätten und daher auch keine Beiträge leisten könnten. Man hat aber nicht beachtet, dass in diesem Bereich auch die ganz Grossen wie eine UBS, eine Zürcher Kantonalbank, Red Bull usw. Beiträge leisten

Diese Zahler will Ihre Kommission jetzt nicht entlasten. Das scheint uns richtig zu sein. Wenn Sie diese 27 Millionen Franken drin lassen würden, gäbe es hier keinen Mehrbetrag; vielmehr müsste der Bund einfach an die Stelle anderer treten, die dann nicht bezahlen müssten. Das wäre im Grunde genommen falsch.

Zu den 40 Millionen Franken, die Sie jetzt für eine nachhaltige Entwicklung drin haben: Ich bin der Meinung, dass im Tourismusbereich noch in diesem Jahr, sicher aber im nächsten Jahr ein grösseres Paket anstehen wird, ein Gesamtpaket für die Entwicklung des Tourismus. Das wäre dann auch die Gelegenheit, sich zu überlegen, was wir für einen Tourismus wollen, in welcher Art wir den Tourismus weiterentwickeln wollen und was wir unterstützen wollen. Jetzt ist es relativ ziellos. Mit der Ergänzung, die Sie im Anhang machen, ist mindestens die Richtung, was Sie dann machen wollen oder wie Schweiz Tourismus die Mittel einsetzen soll, in etwa vorgegeben. Das müsste aber auch noch weiter präzisiert werden. Wir werden, wenn Sie dem zustimmen, auch Einfluss nehmen können. Ihre Aussage wäre: "Ja, wir sprechen etwas mehr für einen Tourismus, der nachhaltig sein soll." Die Nachhaltigkeit müsste dann im Rahmen der Ausführungsbestimmungen noch präzisiert werden.

Widmer Céline (S, ZH), für die Kommission: Ich versuche Ihnen kurz darzulegen, was die Diskussion heute über Mittag in der Finanzkommission ergeben hat, und hoffe, hier Klarheit zu schaffen.

Zum ersten Punkt, der Kinderbetreuung, Eidgenössisches Departement des Innern, Bundesamt für Sozialversicherungen: Sie haben es gehört, wir im Nationalrat haben 100 Millionen Franken für die Unterstützung der Kinderkrippen gesprochen, der Ständerat hat 65 Millionen Franken gesprochen. Es geht jetzt um diese Differenz. Die Finanzkommission beantragt Ihnen mit klarer Mehrheit, dem Beschluss des Ständerates zu folgen, also 65 Millionen Franken anstelle von 100 Millionen Franken zu sprechen. Im Unterschied zu dem, was Bundesrat Maurer ausgeführt hat, ist die Finanzkommission also der Ansicht, dass die aktuelle Notlage es nötig macht, dass es in dieser speziellen Situation Bundesunterstützung für die Kitas gibt. Wie Sie sehen, gibt es zwei Minderheiten. Eine Minderheit verlangt weiterhin 100 Millionen Franken, wie dies ursprünglich vom Nationalrat beschlossen wurde. Eine weitere Minderheit verlangt, diesen Betrag ganz zu streichen.

Kurz dazu, wie es zu diesen Zahlen gekommen ist: Es ist natürlich eine Schätzung des Bedarfs, der aktuell besteht. Die Schätzung beziffert den Bedarf im Moment auf 200 Millionen Franken. Die Überlegung war dann, dass der Bund 100 Millionen Franken übernimmt und die Kantone 100 Millionen Franken übernehmen, dass man es also eins zu eins aufteilt. Die 65 Millionen Franken des Ständerates rühren daher, dass der Ständerat argumentiert hat, die Kantone sollten zwei Drittel übernehmen und der Bund nur einen Drittel. Die Mehrheit der Finanzkommission ist dieser Logik gefolgt. Wie Sie gehört haben, findet eine Minderheit, dass die Kantone es selbst übernehmen sollen, weil es eine Aufgabe der Kantone ist. Die andere Minderheit stützt den ursprünglichen

AB 2020 N 501 / BO 2020 N 501

Entscheid des Nationalrates, weil sie findet, dass alles durch Bundesgeld übernommen werden soll.

Zum Staatssekretariat für Wirtschaft und dem Beitrag an den Tourismus: Wir haben es gehört, der Ständerat hat hier mit diesem Nachtrag zusätzlich zu den Krediten 67 Millionen Franken eingestellt. Diese 67 Millionen Franken setzen sich zusammen aus zwei Beträgen: zum einen aus 27 Millionen Franken als Unterstützung zur Übernahme von Ausfällen von Beiträgen an Schweiz Tourismus und zum anderen aus 40 Millionen Franken für eine Marketingkampagne. Sie haben es gehört, die Unterscheidung ist nicht ganz klar. Die Finanzkommission hat in der kurzen Zeit, die ihr geblieben ist, einige Fragen angesprochen. Die Mehrheit ist aber klar zum Schluss gekommen, diese 67 Millionen Franken nicht sprechen zu wollen. Sie beantragt Ihnen daher, nur 40 Millionen Franken zusätzlich im Budget einzustellen. Selbstverständlich ist sich die Finanzkommission der Bedeutung des Tourismus bewusst. Der Tourismus ist in einer sehr schwierigen Lage. Er hat eine grosse Bedeutung und soll unterstützt werden.

Die Minderheit Keller Peter möchte keinen Betrag einstellen. Sie begründet dies damit, dass es nicht nötig sei, diese Mittel sofort einzustellen, es bleibe auch später noch genug Zeit dazu.

Zu dieser Position gibt es auch einen Antrag bezüglich der Rahmenbedingungen für die Kreditverwendung; Sie haben das gesehen. Die Mehrheit der Finanzkommission beantragt Ihnen, festzuhalten, dass diese Mittel für Fördermassnahmen von Schweiz Tourismus für einen nachhaltigen Tourismus ausgegeben werden sollen.





Nationalrat • Ausserordentliche Session Mai 2020 • Dritte Sitzung • 05.05.20 • 15h30 • 20.007 Conseil national • Session extraordinaire mai 2020 • Troisième séance • 05.05.20 • 15h30 • 20.007

Zum Bundesamt für Wohnungswesen: Hier hat der Ständerat beschlossen, im Zusammenhang mit der Motion der WAK-S zu den Geschäftsmieten 50 Millionen Franken einzustellen; Sie haben die Ausführungen gehört. Die Finanzkommission des Nationalrates lehnt den Beschluss des Ständerates mit 16 zu 9 Stimmen ab, dies gestützt auf den Entscheid des Nationalrates, der die Motion der WAK-N betreffend Mieten im Gastgewerbe angenommen hat. Die Mehrheit der Kommission ist der Ansicht, dass es für die Umsetzung der Motion der WAK-N im Moment keine Notwendigkeit gibt, einen Betrag in dieser Budgetposition einzustellen. Die Minderheit empfiehlt Ihnen, 20 Millionen Franken einzustellen. Das entspricht der Summe für den Härtefallfonds, der in der von Ihnen angenommenen Motion der WAK-N erwähnt ist. So viel zu diesem Punkt.

Ich komme noch kurz zu den Rahmenbedingungen der Kreditverwendung, jene zum Tourismus habe ich erwähnt. Es gibt eine für die Garantien der Luftverkehrsunternehmen, die die Rückerstattungen der Reisebüros betrifft; wir haben das hier schon besprochen. Die Finanzkommission hat Ihnen ursprünglich empfohlen, diese Rahmenbedingung nicht aufzunehmen. Sie haben dann aber beschlossen, sie trotzdem aufzunehmen. Der Ständerat hat beschlossen, keine Rahmenbedingung aufzunehmen. Jetzt will eine knappe Mehrheit der Finanzkommission am Beschluss des Nationalrates festhalten. Es geht darum, dass die Swiss zusichert, den Reisebüros bezahlte Gelder für aufgrund des Coronavirus nicht durchgeführte Flüge zurückzuerstatten. Wir haben uns in der Finanzkommission versichern lassen, dass es hier nur um Reisebüros in der Schweiz geht, die hier profitieren.

Ganz zum Schluss gibt es noch eine Differenz zu den Rahmenbedingungen betreffend Personal. Hier geht es eher um eine sprachliche Frage; inhaltlich sind wir mit dem Ständerat einig. Wir beantragen Ihnen deshalb, die Rahmenbedingungen gemäss Ständerat aufzunehmen.

Ich bedanke mich ganz herzlich und übergebe an Olivier Feller, der dazu sicher noch vertiefte Informationen geben wird.

Feller Olivier (RL, VD), pour la commission: La Commission des finances s'est réunie pendant la pause de midi. Nous avons affaire aujourd'hui à cinq divergences avec le Conseil des Etats.

La première divergence concerne les structures d'accueil extrafamilial. Notre conseil a décidé hier d'octroyer 100 millions de francs en vue de soutenir, dans les circonstances difficiles actuelles, les structures d'accueil extrafamilial. Le Conseil des Etats, quant à lui, n'a souhaité injecter dans cette cause que 65 millions de francs. Quel est l'enjeu? En fait, au début de la crise, les coûts additionnels que les cantons devront prendre en charge en lien avec la situation des structures d'accueil extrafamilial dans les circonstances sanitaires actuelles ont été évalués à environ 200 millions de francs. L'idée de la majorité de la commission, qui vous propose de soutenir la décision du Conseil des Etats, est de considérer qu'un tiers de ce coût additionnel doit être pris en charge par la Confédération. Il s'agit d'une aide subsidiaire, qui correspond à un tiers des charges supplémentaires qui incombent aux cantons en lien avec les structures d'accueil extrafamilial dans les circonstances sanitaires présentes. D'ailleurs, la part de 33 pour cent, le tiers dont je vous parle, figure expressément dans les motions déposées par les Commissions de la science, de l'éducation et de la culture des deux conseils, motions qui visaient à offrir aux cantons un soutien fédéral en lien avec les crèches et les garderies. La majorité de la commission considère donc qu'un tiers des charges additionnelles qui incombent aux cantons doit être pris en charge par la Confédération.

La minorité I (Dandrès) propose de maintenir les 100 millions de francs décidés lors du premier débat dans notre conseil. Les structures d'accueil extrafamilial jouent un rôle essentiel en matière de cohésion sociale, en matière économique, et c'est pourquoi il s'agit d'offrir un soutien plus substantiel à de telles structures, vu la gravité de la situation et les soucis auxquels ces structures sont confrontées.

La minorité II (Guggisberg) propose de biffer totalement ce crédit, considérant que la problématique du financement des structures d'accueil extrafamilial relève de la compétence des cantons; la Confédération n'a pas à s'en mêler, et singulièrement pas de façon extraordinaire en cette période.

La deuxième divergence, concerne le soutien au tourisme. Le Conseil des Etats propose d'allouer 67 millions de francs supplémentaires à Suisse Tourisme.

Il y a une chose sur laquelle nous sommes unis au sein de la commission: 67 millions de francs, c'est trop. Comment se décomposent ces 67 millions?

D'abord, 27 millions sont destinés à remplacer ou à compenser des contributions que des acteurs privés pourraient ne pas verser à Suisse Tourisme, compte tenu du fait que ces acteurs privés ont eux-mêmes des difficultés financières en lien avec la crise sanitaire que nous traversons. Il s'agit en quelque sorte, pour la Confédération, comme l'a dit le conseiller fédéral Ueli Maurer, de se substituer à des contributeurs privés qui pourraient renoncer à soutenir Suisse Tourisme compte tenu de la situation économique actuelle. Les 40 millions restants, le solde, sont destinés à permettre à Suisse Tourisme de mettre en place des actions de





Nationalrat • Ausserordentliche Session Mai 2020 • Dritte Sitzung • 05.05.20 • 15h30 • 20.007 Conseil national • Session extraordinaire mai 2020 • Troisième séance • 05.05.20 • 15h30 • 20.007

promotion de la place touristique suisse.

Nous estimons, au sein de la Commission des finances, qu'il n'y a pas lieu, pour la Confédération, de se substituer à des acteurs privés qui seraient enclins à remettre en question leur contribution à Suisse Tourisme. Nous estimons donc qu'un montant de 40 millions de francs est suffisant. C'est en tout cas l'approche de la majorité de la commission. Nous souhaitons injecter 40 millions dans Suisse Tourisme parce que la place touristique suisse est en difficulté. La situation est même relativement catastrophique, au vu des circonstances sanitaires et économiques. Il s'agit donc de redonner un peu de visibilité à la place touristique suisse malgré le contexte international difficile.

Ce crédit de 40 millions de francs s'accompagne d'une condition-cadre qui figure à la page C2 du dépliant. Ces 40 millions doivent être utilisés pour développer des actions de promotion d'un tourisme durable dans les années 2020, 2021 et 2022, la durabilité devant être comprise comme une combinaison opportune entre l'économie, l'écologie et le social.

La minorité Keller Peter considère qu'il ne faut rien injecter dans Suisse Tourisme. Il faudrait d'abord observer la situation, dresser un bilan des problèmes rencontrés par le secteur touristique et ensuite, dans le cadre d'un processus structuré, octroyer ou non des crédits particuliers à Suisse Tourisme. Par 15 voix contre 9 et 1 abstention, la commission vous propose d'injecter ces 40 millions de francs.

AB 2020 N 502 / BO 2020 N 502

Le troisième enjeu concerne les loyers. Le Conseil des Etats souhaite accepter un crédit budgétaire de 50 millions de francs pour payer une partie des loyers commerciaux.

Il y a une chose sur laquelle la Commission des finances de notre conseil est d'accord, c'est que 50 millions de francs, c'est trop.

En effet, les 50 millions se réfèrent à la motion du Conseil des Etats concernant les loyers commerciaux, que notre conseil a décidé d'écarter définitivement ce matin. Donc au fond, les 50 millions ne reposent sur aucun texte aujourd'hui.

La majorité de la commission vous propose de ne rien prévoir en faveur des loyers commerciaux. En effet, dans la motion de notre conseil concernant les loyers commerciaux que vous avez acceptée ce matin, on demande notamment au Conseil fédéral d'examiner l'opportunité de mettre en place un fonds destiné à venir en aide, dans des cas extrêmes, aux bailleurs en difficulté, ce fonds devant être doté le cas échéant de 20 millions de francs.

Nous considérons que cette motion, qui n'a même pas encore été adoptée par le Conseil des Etats, ne constitue pas une base légale suffisante, d'autant moins qu'il s'agit simplement, par son biais, d'inviter le Conseil fédéral à examiner l'opportunité de mettre en place un fonds pour des cas de rigueur subis par des bailleurs impécunieux. C'est une base légale qui nous paraît insuffisante.

Par contre, la minorité Friedl Claudia considère qu'il faut reprendre ces 20 millions de francs qui sont mentionnés dans la motion que vous avez acceptée ce matin.

La commission, par 16 voix contre 9 et aucune abstention, vous propose d'en rester à la version défendue par la majorité.

Il y a ensuite les deux conditions-cadres. La première concerne les agences de voyage. La majorité de la commission vous propose de maintenir la condition-cadre que vous avez inscrite hier.

Il s'agit de faire en sorte que les compagnies aériennes qui obtiennent une aide remboursent aux agences de voyage d'ici au 30 septembre 2020 les sommes que celles-ci ont versées pour des vols qui ont été annulés en raison de la crise sanitaire. Je précise qu'il s'agit uniquement des agences de voyage qui sont concernées par la loi fédérale sur les voyages à forfait.

La majorité de la commission vous propose de suivre cette approche. Elle a pris sa décision par 13 voix contre 11 et 1 abstention.

En effet, les agences de voyage n'ont pas pour vocation de jouer à la banque. Si elles doivent rembourser leurs clients d'ici au 30 septembre, il est normal que les compagnies aériennes remboursent également les agences de voyage dans le même délai.

La minorité Brélaz considère que cette condition-cadre créerait une inégalité de traitement entre celui ou celle qui achète un billet d'avion directement auprès d'une compagnie aérienne – par exemple en faisant preuve de modernité en ouvrant un ordinateur et en achetant le billet de cette manière – et celui ou celle qui passe par une agence de voyage pour acheter le même billet.

La dernière condition-cadre concerne l'octroi de l'aide fédérale aux compagnies aériennes et aux sociétés connexes. Le Conseil des Etats propose de modifier ce que nous avons accepté hier. Hier, nous avons décidé de mettre en place une obligation pour les compagnies aériennes soutenues de développer des plans de



Nationalrat • Ausserordentliche Session Mai 2020 • Dritte Sitzung • 05.05.20 • 15h30 • 20.007 Conseil national • Session extraordinaire mai 2020 • Troisième séance • 05.05.20 • 15h30 • 20.007

reconversion pour le personnel en cas de licenciements dus à une restructuration. Le Conseil des Etats a décidé d'amener ces entreprises aériennes à collaborer avec les partenaires sociaux lorsque la réduction du personnel est inévitable. Cette allusion aux partenaires sociaux a particulièrement séduit la Commission des finances.

Par 17 voix contre 7 et une abstention, elle vous propose de suivre le Conseil des Etats.

La minorité Schwander considère qu'il ne faut pas ajouter de condition-cadre, les conditions imposées aux compagnies aériennes soutenues étant déjà suffisamment strictes.

Markwalder Christa (RL, BE): Sehr geehrter Herr Kollege Feller, könnten Sie uns im Namen der Finanzkommission noch einmal die Überlegungen erläutern, wie diese zusätzlichen 40 Millionen Franken für Schweiz Tourismus in diesem und im nächsten Jahr, da steht ja das ordentliche Budgetverfahren noch aus, nun während des Differenzbereinigungsverfahrens Eingang in diesen Nachkredit finden konnten, wenn wir doch noch nicht einmal wissen, wann die Schweizer Grenzen wieder aufgehen?

Feller Olivier (RL, VD), pour la commission: La Commission des finances considère que la place touristique suisse se retrouve dans une situation très grave, et que la place touristique suisse est essentielle pour l'économie du pays, en termes d'impôts, de prospérité, d'emplois. Dès lors que la place touristique suisse est dans une situation grave, il s'agit de booster la promotion des prestations touristiques que notre beau pays peut offrir. Pour booster ces prestations, eh bien, il ne faut pas attendre. Pour booster la promotion, il faut commencer maintenant, tout de suite, même si les frontières sont encore fermées.

Dans ce but, nous souhaitons accorder à Suisse Tourisme un crédit supplémentaire de 40 millions de francs à utiliser déjà en 2020, puis en 2021 et en 2022, mais uniquement pour la promotion d'un tourisme durable, qui combine, comme je l'ai dit tout à l'heure et comme l'a dit Ursula Schneider Schüttel, l'écologie, l'économie et le social. C'est donc une proposition que la majorité de la Commission des finances considère comme opportune, compte tenu de la situation sanitaire dans laquelle nous nous trouvons.

Je suis sûr que vous n'êtes pas convaincue par ce que je viens de vous dire, Madame Markwalder; moi, je le suis.

Keller Peter (V, NW): Kollege Feller, können Sie noch einmal im Namen der Finanzkommission und zuhanden des Plenums festhalten, dass wir diese Aufstockung des Budgets für Schweiz Tourismus für die Jahre 2020, 2021 und 2022 problemlos und wohlbegründet und, wie Kollegin Markwalder ausgeführt hat, dann im Wissen, wie es überhaupt mit dem internationalen Tourismus weitergeht, in der normalen Budgetberatung beraten und darüber befinden und beschliessen können? Dann können wir auch seriös sagen, welche Beiträge und Aufstockungen für Schweiz Tourismus nötig sind.

Feller Olivier (RL, VD), pour la commission: Dans le cadre de mon rapport, j'ai évoqué, je crois de façon transparente et objective, les différentes propositions de minorité, et j'ai même donné quelques arguments en faveur de la minorité Keller Peter. Il se trouve que c'est vous.

Je vous confirme au nom de la Commission des finances qu'il est possible, dans le cadre du budget annuel que nous traitons chaque année, en général au mois de décembre, d'ajouter des crédits. Je vous confirme que c'est possible. La loi sur les finances le permet. Donc, en effet, le Parlement pourrait ajouter des crédits en faveur de Suisse Tourisme à la fin de cette année, dans le cadre du processus budgétaire ordinaire.

Mais la réflexion de la majorité de la Commission des finances, c'est qu'il y a urgence. Le mois de décembre, c'est dans longtemps. Or, si nous voulons éviter une catastrophe pour la place touristique suisse, il faut commencer à mettre en place des mesures de promotion massives tout de suite, maintenant déjà, malgré la fermeture des frontières. C'est pourquoi il est nécessaire d'injecter immédiatement ce montant dans Suisse Tourisme.

Fivaz Fabien (G, NE): Monsieur le rapporteur, je vous remercie pour les informations que vous avez données. J'aimerais juste revenir sur le chiffre de 65 millions de francs pour les structures d'accueil extrafamilial. Vous avez expliqué que la motion adoptée par notre conseil fixait à 33 pour cent du montant prévu la contribution de la Confédération, deux tiers du montant allant à la charge des cantons, un tiers à la Confédération. J'aimerais revenir sur le chiffre de 200 millions de francs, qui est le chiffre issu des négociations entre les cantons et la Confédération il y a plus d'un mois, à la fin du mois de mars, début du mois d'avril. J'aimerais savoir si la commission a obtenu des chiffres plus précis,

AB 2020 N 503 / BO 2020 N 503

28.06.2020





Nationalrat • Ausserordentliche Session Mai 2020 • Dritte Sitzung • 05.05.20 • 15h30 • 20.007 Conseil national • Session extraordinaire mai 2020 • Troisième séance • 05.05.20 • 15h30 • 20.007

notamment parce qu'on entend aujourd'hui que les cantons ont des dépenses qui sont bien plus élevées que ce qui était prévu. Dans ce cas-là, est-ce qu'il est prévu d'augmenter ultérieurement ce montant?

Feller Olivier (RL, VD), pour la commission: Dans le cadre de mon rapport oral, j'ai indiqué que ce chiffre n'était pas une photographie de la situation à ce jour. J'ai précisé que c'était un montant qui a été estimé au début ou au milieu de la crise, il y a environ un mois. Le point que vous relevez est donc juste, et je l'ai dit dans le cadre de mon rapport.

Nous n'avons pas obtenu, au sein de la commission, d'autres chiffres. Mais nous considérons qu'en quelques semaines le montant total évalué par la Confédération et les cantons n'a pas évolué substantiellement. Il pourra, dans le cadre du processus budgétaire ordinaire, être revu. Enfin, ce ne sera pas ce montant-là, mais on peut imaginer que d'autres aides particulières soient allouées dans le cadre du processus budgétaire ordinaire.

Mais pour répondre à votre question, non, nous n'avons pas d'autres chiffres que ceux que vous avez évoqués et que j'ai aussi cités, et qui ne datent pas d'aujourd'hui mais d'il y a quelques semaines.

Roduit Benjamin (M-CEB, VS): Cher collègue, pouvez-vous répéter ici sur quelle base la majorité de la Commission des finances a refusé la décision du Conseil des Etats de porter à 67 millions de francs le montant destiné à Suisse Tourisme, sachant que cet argent va aux treize régions touristiques, qui sont suisses, concernées par la planification 2021?

Feller Olivier (RL, VD), pour la commission: Je le répète avec plaisir. D'après ce que la Commission des finances a compris, et à l'unanimité, puisque nous sommes tous d'accord sur le fait que le montant décidé par le Conseil des Etats est trop élevé, c'est que sur ces 67 millions de francs il y a un montant de 27 millions qui est destiné à compenser d'éventuelles contributions qui ne seraient pas versées par des contributeurs privés. Je ne voulais pas citer de noms d'entreprises, mais je crois que plusieurs intervenants l'ont déjà fait: il y a notamment un grand pourvoyeur d'emplois, c'est UBS, et un autre grand pourvoyeur d'emplois et de boissons, c'est Red Bull. Nous avons estimé que la Confédération n'avait pas à se substituer à de tels contributeurs. Voilà l'appréciation que nous avons faite, à l'unanimité, sur la base des informations dont nous disposions.

Aebi Andreas (V, BE): Herr Feller, glauben Sie nicht, dass es entscheidender ist, als diese gesprochenen oder Möchtegern-Millionen sofort für die Werbung einzusetzen, dass wir möglichst schnell wissen, wann Bergbahnen wieder fahren, wann, wie und mit welchen Platzverhältnissen Busse fahren und wann die Grenzen geöffnet werden, damit unser Tourismus wieder angekurbelt werden kann? Das ist aus meiner Sicht gegenwärtig viel entscheidender, als irgendwie mit Geld etwas zu machen. Sind Sie nicht auch dieser Meinung?

Feller Olivier (RL, VD), pour la commission: Je me rends compte que ce n'est pas facile de défendre un compromis adopté par une sorte de collège, en l'occurrence une commission, parce que l'on se retrouve un peu au milieu du sandwich. Je pense que M. Roduit considère que 40 millions de francs, ce n'est pas assez, et vous-même, Monsieur Aebi, vous considérez que 40 millions, c'est trop.

Certes, il y a plusieurs mesures qui doivent être mises en place pour booster la place touristique suisse et il est clair que la fermeture des restaurants, et la fermeture de fait des hôtels, ne contribue pas en ce moment à donner une image particulièrement alléchante du tourisme suisse. Notez que dans la plupart des pays concurrents de la Suisse, les restaurants et les hôtels sont dans une situation comparable, étant entendu aussi que le tourisme ne se limite pas aux hôtels et aux restaurants mais concerne bien d'autres sites et manifestations.

Une des actions essentielles est la promotion de la place touristique suisse. Des Etats concurrents mènent beaucoup d'actions en vue de promouvoir leur propre place touristique. Nous devons rester à la hauteur, et ce qui vient de se passer au cours de ces deux derniers mois a des effets massifs, quasiment inqualifiables, sur la prospérité de la place touristique suisse. Il s'agit donc d'un élément parmi beaucoup d'autres, je vous donne raison Monsieur Aebi.





Nationalrat • Ausserordentliche Session Mai 2020 • Dritte Sitzung • 05.05.20 • 15h30 • 20.007 Conseil national • Session extraordinaire mai 2020 • Troisième séance • 05.05.20 • 15h30 • 20.007

Departement des Innern – Département de l'intérieur

318 Bundesamt für Sozialversicherungen 318 Office fédéral des assurances sociales

Antrag der Mehrheit

A290.0115 Covid: Kinderbetreuung

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit I

(Dandrès, Badertscher, Brélaz, Friedl Claudia, Gysi Barbara, Ryser, Schneider Schüttel, Wettstein, Widmer

Céline)

A290.0115 Covid: Kinderbetreuung

Fr. 100 000 000

Antrag der Minderheit II

(Guggisberg, Grin, Grüter, Keller Peter, Nicolet, Schwander, Strupler)

A290.0115 Covid: Kinderbetreuung

Streichen

Proposition de la majorité

A290.0115 Covid: Accueil pour enfants Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité I

(Dandrès, Badertscher, Brélaz, Friedl Claudia, Gysi Barbara, Ryser, Schneider Schüttel, Wettstein, Widmer Céline)

A290.0115 Covid: Accueil pour enfants

Fr. 100 000 000

Proposition de la minorité II

(Guggisberg, Grin, Grüter, Keller Peter, Nicolet, Schwander, Strupler)

A290.0115 Covid: Accueil pour enfants

Biffer

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 20.007/20318)

Für den Antrag der Mehrheit ... 107 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 84 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 20.007/20319)

Für den Antrag der Mehrheit ... 134 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 55 Stimmen

(2 Enthaltungen)

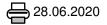
Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung Département de l'économie, de la formation et de la recherche

704 Staatssekretariat für Wirtschaft 704 Secrétariat d'Etat à l'économie

Antrag der Mehrheit

A290.0116 Covid: Beitrag Tourismus

Fr. 40 000 000





007

Nationalrat • Ausserordentliche Session Mai 2020 • Dritte Sitzung • 05.05.20 • 15h30 • 20.007 Conseil national • Session extraordinaire mai 2020 • Troisième séance • 05.05.20 • 15h30 • 20.007

Antrag der Minderheit

(Keller Peter, Gmür Alois, Grin, Grüter, Guggisberg, Nicolet, Schwander, Siegenthaler, Strupler)

A290.0116 Covid: Beitrag Tourismus

Streichen

AB 2020 N 504 / BO 2020 N 504

Proposition de la majorité

A290.0116 Covid: Contribution au secteur du tourisme

Fr. 40 000 000

Proposition de la minorité

(Keller Peter, Gmür Alois, Grin, Grüter, Guggisberg, Nicolet, Schwander, Siegenthaler, Strupler)

A290.0116 Covid: Contribution au secteur du tourisme

Biffer

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Le vote vaut également pour la même position dans l'annexe de l'arrêté fédéral lb.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.007/20320) Für den Antrag der Mehrheit ... 121 Stimmen Für den Antrag der Minderheit ... 62 Stimmen (8 Enthaltungen)

725 Bundesamt für Wohnungswesen 725 Office fédéral du logement

Antrag der Mehrheit

A290.0119 Covid: Geschäftsmieten

Streichen

Antrag der Minderheit

(Friedl Claudia, Badertscher, Brélaz, Dandrès, Gysi Barbara, Ryser, Schneider Schüttel, Wettstein, Widmer Céline)

A290.0119 Covid: Geschäftsmieten

Fr. 20 000 000

Proposition de la majorité

A290.0119 Covid: Loyers commerciaux

Biffer

Proposition de la minorité

(Friedl Claudia, Badertscher, Brélaz, Dandrès, Gysi Barbara, Ryser, Schneider Schüttel, Wettstein, Widmer Céline)

A290.0119 Covid: Loyers commerciaux

Fr. 20 000 000

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.007/20321) Für den Antrag der Mehrheit ... 107 Stimmen Für den Antrag der Minderheit ... 83 Stimmen

(2 Enthaltungen)



Nationalrat • Ausserordentliche Session Mai 2020 • Dritte Sitzung • 05.05.20 • 15h30 • 20.007 Conseil national • Session extraordinaire mai 2020 • Troisième séance • 05.05.20 • 15h30 • 20.007



- 3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Nachtrag I zum Voranschlag 2020
- 3. Arrêté fédéral lb concernant le cadre financier inscrit au supplément l au budget 2020

Anhang – Annexe

Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung Département de l'économie, de la formation et de la recherche

704 Staatssekretariat für Wirtschaft 704 Secrétariat d'Etat à l'économie

Antrag der Mehrheit

A290.0116 Covid: Beitrag Tourismus

Die Mittel sind für zusätzliche Fördermassnahmen von Schweiz Tourismus in den Jahren 2020–2022 für einen nachhaltigen Tourismus vorzusehen.

Antrag der Minderheit

(Keller Peter, Gmür Alois, Grin, Grüter, Guggisberg, Nicolet, Schwander, Siegenthaler, Strupler)

A290.0116 Covid: Beitrag Tourismus

Streichen

Proposition de la majorité

A290.0116 Covid: Contribution au secteur du tourisme

Les moyens doivent être affectés à des mesures d'encouragement supplémentaires en faveur d'un tourisme durable, qui seront mises en oeuvre par Suisse Tourisme au cours des années 2020-2022.

Proposition de la minorité

(Keller Peter, Gmür Alois, Grin, Grüter, Guggisberg, Nicolet, Schwander, Siegenthaler, Strupler)

A290.0116 Covid: Contribution au secteur du tourisme

Biffer

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Nous nous sommes déjà prononcés sur cette position dans la partie chiffrée du supplément I au budget 2020.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit Adopté selon la proposition de la majorité

Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

803 Bundesamt für Zivilluftfahrt 803 Office fédéral de l'aviation civile

Antrag der Mehrheit

V0338.00 Covid: Garantien Luftverkehrsunternehmen

Festhalten

A290.0114 Covid: Unterstützung flugnahe Betriebe V0338.00 Covid: Garantien Luftverkehrsunternehmen V0339.00 Covid: Unterstützung flugnahe Betriebe Zustimmung zum Beschluss des Ständerates A290.0114 Covid: Unterstützung flugnahe Betriebe V0338.00 Covid: Garantien Luftverkehrsunternehmen V0339.00 Covid: Unterstützung flugnahe Betriebe Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

28.06.2020



Nationalrat • Ausserordentliche Session Mai 2020 • Dritte Sitzung • 05.05.20 • 15h30 • 20.007 Conseil national • Session extraordinaire mai 2020 • Troisième séance • 05.05.20 • 15h30 • 20.007

Antrag der Minderheit

(Brélaz, Bourgeois, Farinelli, Feller, Fischer Roland, Gmür Alois, Gschwind, Matter Michel, Siegenthaler, Wettstein, Widmer Céline)

V0338.00 Covid: Garantien Luftverkehrsunternehmen

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Schwander, Grin, Grüter, Guggisberg, Keller Peter, Nicolet, Strupler)

A290.0114 Covid: Unterstützung flugnahe Betriebe V0338.00 Covid: Garantien Luftverkehrsunternehmen V0339.00 Covid: Unterstützung flugnahe Betriebe

Streichen

Proposition de la majorité

V0338.00 Covid: Garanties pour les entreprises de transport aérien

Maintenir

A290.0114 Covid: Soutien des entreprises connexes

V0338.00 Covid: Garanties pour les entreprises de transport aérien

V0339.00 Covid: Soutien des entreprises connexes

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

A290.0114 Covid: Soutien des entreprises connexes

V0338.00 Covid: Garanties pour les entreprises de transport aérien

V0339.00 Covid: Soutien des entreprises connexes

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

AB 2020 N 505 / BO 2020 N 505

Proposition de la minorité

(Brélaz, Bourgeois, Farinelli, Feller, Fischer Roland, Gmür Alois, Gschwind, Matter Michel, Siegenthaler, Wettstein, Widmer Céline)

V0338.00 Covid: Garanties pour les entreprises de transport aérien

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Schwander, Grin, Grüter, Guggisberg, Keller Peter, Nicolet, Strupler)

A290.0114 Covid: Soutien des entreprises connexes

V0338.00 Covid: Garanties pour les entreprises de transport aérien

V0339.00 Covid: Soutien des entreprises connexes

Biffer

V0338.00 Covid: Garantien Luftverkehrsunternehmen

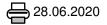
V0338.00 Covid: Garanties pour les entreprises de transport aérien

Abstimmung - Vote

(namentlich – nominatif; 20.007/20323) Für den Antrag der Mehrheit ... 100 Stimmen Für den Antrag der Minderheit ... 86 Stimmen (4 Enthaltungen)

A290.0114 Covid: Unterstützung flugnahe Betriebe, sozialverträgliche Lösungen; V0338.00 Covid: Garantien Luftverkehrsunternehmen, sozialverträgliche Lösungen; V0339.00 Covid: Unterstützung flugnahe Betriebe, sozialverträgliche Lösungen

A290.0114 Covid: Soutien des entreprises connexes, collaboration avec les partenaires sociaux; V0338.00 Covid: Garanties pour les entreprises de transport aérien, collaboration avec les partenaires sociaux; V0339.00





Nationalrat • Ausserordentliche Session Mai 2020 • Dritte Sitzung • 05.05.20 • 15h30 • 20.007 Conseil national • Session extraordinaire mai 2020 • Troisième séance • 05.05.20 • 15h30 • 20.007

Covid: Soutien des entreprises connexes, collaboration avec les partenaires sociaux

Abstimmung – Vote (namentlich – nominatif; 20.007/20324) Für den Antrag der Mehrheit ... 125 Stimmen Für den Antrag der Minderheit ... 65 Stimmen (1 Enthaltung)

A290.0114 Covid: Unterstützung flugnahe Betriebe, Umschulungspläne; V0338.00 Covid: Garantien Luftverkehrsunternehmen, Umschulungspläne; V0339.00 Covid: Unterstützung flugnahe Betriebe, Umschulungspläne

A290.0114 Covid: Soutien des entreprises connexes, plans de reconversion pour le personnel; V0338.00 Covid: Garanties pour les entreprises de transport aérien, plans de reconversion pour le personnel; V0339.00 Covid: Soutien des entreprises connexes, plans de reconversion pour le personnel

Angenommen - Adopté